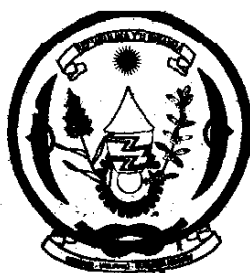


*Umwaka wa 45 n° idasanzwe
yo kuwa 17 Ukwakira 2006*



*Year 45 n° special
of 17 October 2006*

*45^{ème} Année n° spécial
du 17 octobre 2006*

**Igazeti ya Leta
ya Repubulika
y'u Rwanda**

**Official Gazette of
the Republic
of Rwanda**

**Journal Officiel
de la République
du Rwanda**

Ibirimo/Summary/Sommaire

Page/Urup.

A. Amateka ya Perezida /Presidential Orders/Arrêts Présidentiels

N° 54/01 du 12/10/2006

**Arrêté Présidentiel portant organisation, attributions, fonctionnement et composition des
Commissions Foncières**

ARRETE PRESIDENTIEL N° 54/01 DU 12/10/2006 PORTANT ORGANISATION, ATTRIBUTIONS, FONCTIONNEMENT ET COMPOSITION DES COMMISSIONS FONCIERES

Nous, KAGAME Paul,
Président de la République ;

Vu la Constitution de la République du Rwanda du 4 juin 2003, telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 29, 30, 112, 113 et 201;

Vu la Loi Organique N°8/2005 du 14/07/2005 portant régime foncier au Rwanda, spécialement en ses articles 8, 15, 73 et 74;

Vu la Loi Organique N° 29/2005 du 31/12/2005 portant organisation des entités administratives de la République du Rwanda, spécialement en ses articles 1, 2 et 3;

Vu la Loi N°08/2006 du 24/02/2006 portant organisation et fonctionnement du District, spécialement en son article 23;

Sur proposition du Ministre des Terres, de l'Environnement, des Forêts, de l'Eau et des Mines;

Après délibération et adoption par le Conseil des Ministres dans sa séance du 14/06/2006;

AVONS ARRETE ET ARRETONS:

CHAPITRE PREMIER: DES DISPOSITIONS GENERALES

Article Premier:

Le présent Arrêté détermine l'organisation, les attributions, le fonctionnement et la composition des Commissions Foncières au niveau national, de la Ville de Kigali et des Districts.

Les membres des commissions foncières doivent être des personnes intègres, reconnues pour leur bonne moralité et de leur grande probité, compétentes en matière foncière et travaillant en toute indépendance.

Article 2 :

La commission sera composée à chaque niveau, du Président, du Vice-Président et d'autres membres, appelés conseillers en matière foncière.

Les membres de la Commission au niveau national seront nommés et révoqués par Arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre ayant les terres dans ses attributions.

Au niveau de la Ville de Kigali et du District, ils seront nommés et révoqués par Arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre ayant les terres dans ses attributions, qui tiendra compte de la proposition du Conseil de la Ville de Kigali ou celui du District.

La commission a un mandat de trois ans renouvelable une seule fois. Toutefois, au moins trente pour cent (30%) des membres de la commission à chaque niveau doivent être constitués des personnes de sexe féminin.

Article 3 :

Le mandat d'un des membres de la Commission prend fin en cas de:

1. Décès
2. Démission
3. Trois absences consécutives sans motif légitime.
4. Révocation par l'autorité qui l'a nommé.

Article 4 :

Un des membres de la commission est remplacé, au plus tard, quatre-vingt-dix (90) jours après qu'il ait été mis fin à ses fonctions. Pendant cette période, le Président de la Commission informe par écrit le Ministre ayant les terres dans ses attributions, qui, à son tour, informe le Premier Ministre dans les quinze jours dès la réception de la correspondance.

Article 5 :

En session ordinaire, les membres de la Commission Foncière au niveau national et au niveau de la Ville de Kigali se réunissent une fois tous les trois mois, et au niveau du District, ils se réunissent une fois tous les deux mois.

Ils peuvent se réunir en session extraordinaire en cas d'urgence ou à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres de la commission. Dans ce cas, la session ne traite que les points inscrits à l'ordre du jour.

Article 6 :

À chaque niveau, les réunions de la commission sont convoquées et dirigées par son Président. En cas d'absence ou d'empêchement, les réunions sont convoquées et dirigées par le Vice-Président.

Lorsque le Président et le Vice-président sont absents ou empêchés, la réunion est reportée. Toutefois, en cas d'urgence et à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres, le Président de la Commission au niveau national délègue un membre de la Commission au niveau national pour présider la réunion au niveau de la Ville de Kigali ou du District.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-président au niveau national, la demande est adressée au Ministre ayant les terres dans ses attributions, qui désigne un des membres pour présider la réunion.

L'invitation à la réunion doit parvenir aux membres de la commission au moins sept (7) jours avant sa tenue. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une session extraordinaire, ce délai ne sera pas respecté. Les points inscrits à l'ordre du jour doivent figurer dans la lettre d'invitation.

Article 7 :

Pour siéger valablement, les réunions de la commission doivent réunir au moins deux tiers (2/3) de ses membres. Aucun membre de la commission ne doit se faire représenter dans la réunion.

Si l'un des membres de la commission s'absente trois fois consécutives sans motif légitime, il est remplacé.

Article 8 :

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. Ces décisions sont exécutées par les organes travaillant sous la supervision de la commission.

Article 9 :

Les membres des commissions foncières à tous les niveaux mentionnés dans le présent Arrêté bénéficient des jetons de présence chaque fois qu'ils se réunissent en session ordinaire.

Au niveau national, les jetons de présence sont déterminés conformément aux taux fixés pour les réunions des conseils d'administration des établissements publics.

Au niveau de la Ville de Kigali et des Districts, les jetons de présence sont déterminés conformément aux taux fixés pour les sessions des Conseils à chaque niveau.

Article 10 :

Le Président de la commission au niveau national transmet le rapport au Ministre ayant les terres dans ses attributions. Une copie de ce rapport est réservée au Président de la République et au Premier Ministre.

Au niveau de la Ville de Kigali et des Districts, le Président de la commission transmet le rapport au Maire de la Ville de Kigali ou au Maire du District ainsi qu'à la Commission Foncière au niveau national. Une copie est réservée au Ministre ayant les terres dans ses attributions.

L'organe qui reçoit le rapport peut donner ses observations endéans trente jours.

Article 11 :

Le Ministre ayant les terres dans ses attributions peut suspendre les décisions contenues dans le rapport qui lui a été soumis dans les sept (7) jours ouvrables dès la réception dudit rapport, si son contenu est en contradiction avec la législation en matière foncière ou va à l'encontre de l'intérêt général, sur sa propre initiative ou sur demande des organes concernés.

CHAPITRE II: DE LA COMMISSION FONCIERE AU NIVEAU NATIONAL

Article 12 :

La Commission Foncière au niveau national est compétente sur tout le territoire national. Elle est composée des sept (7) membres suivants dont les responsabilités incluent la gestion et l'utilisation des terres:

1. Trois (3) représentants du secteur public;
2. Deux (2) représentants de la société civile issus des associations des agriculteurs et des éleveurs;
3. Un représentant de la Fédération Rwandaise du Secteur Privé;
4. Un représentant de l'Association des Banques du Rwanda.

Article 13 :

Les membres de la Commission Foncière au niveau national approuvent et font le suivi de l'exécution des directives en matière foncière au niveau national.

Ces directives doivent être portées à la connaissance du Ministre ayant les terres dans ses attributions dans les cinq (5) jours ouvrables à partir du jour de la tenue de la réunion des membres de la Commission. Le Ministre donne ses observations dans les quinze (15) jours dès réception de la lettre de transmission.

Si, après ce délai le Ministre ne s'est pas prononcé, ces directives sont publiées dans le Journal Officiel de la République du Rwanda.

Article 14 :

La Commission Foncière au niveau national a notamment les responsabilités suivantes:

- 1° Approuver les arrêtés d'application dans la gestion et l'utilisation des terres ;
- 2° Approuver le programme de formation à tous les niveaux impliqués dans la gestion et l'utilisation des terres;
- 3° Participer à la préparation, à la révision et au suivi de la mise en œuvre de la politique foncière;
- 4° Gérer et assurer le suivi du fonctionnement du Centre National de Gestion Foncière;
- 5° Conseiller le Ministre ayant les terres dans ses attributions sur la confiscation des terres pour ceux-là qui n'en prennent pas bon soin, ou ne l'exploitent pas, ou n'y ont pas droit;
- 6° Suivre de près les terres du domaine privé de l'Etat afin de les rendre productives;
- 7° Suivre et approuver l'expropriation pour l'intérêt général au niveau national;
- 8° Prendre des décisions relatives aux questions soulevées à chaque niveau de la commission;
- 9° Collaborer étroitement avec les institutions compétentes dans la préparation du schéma directeur d'utilisation et d'aménagement des terres, des plans locaux particuliers de la Ville de Kigali et d'autres endroits qui seront considérés comme des villes;
- 10° Prodiguer des conseils en matière de la politique de l'habitat;
- 11° Approuver les plans d'action des commissions au niveau de la Ville de Kigali et des Districts ;
- 12° Assurer le suivi du fonctionnement du Centre National de Gestion Foncière;
- 13° Accomplir toute autre tâche confiée à la Commission par le Ministre ayant les terres dans ses attributions.

CHAPITRE III: DE LA COMMISSION FONCIERÉ AU NIVEAU DE LA VILLE DE KIGALI

Article 15 :

La Commission Foncière au niveau de la Ville de Kigali est composée de cinq (5) membres nommés par Arrêté du Premier Ministre conformément à l'article 2 du présent Arrêté.

Article 16 :

La Commission Foncière au niveau de la Ville de Kigali a la compétence dans les Districts composant la Ville de Kigali. Elle est composée des cinq (5) membres suivants dont les responsabilités incluent la gestion et l'utilisation des terres:

1. Deux (2) représentants de l'administration de la Ville de Kigali;
2. Deux (2) représentants de la société civile issus des associations des agriculteurs et éleveurs;
3. Un représentant de la Fédération Rwandaise du Secteur Privé.

Article 17 :

La Commission Foncière au niveau de la Ville de Kigali a notamment les responsabilités suivantes:

1. Assurer le suivi et prodiguer des conseils relatifs à l'exécution de la politique foncière;
2. Assurer le suivi de l'élaboration du schéma directeur de la Ville de Kigali;
3. Contrôler que la terre est bien entretenue et rentabilisée dans la Ville de Kigali;
4. Evaluer le fonctionnement des commissions foncières au niveau des Districts;
5. Réserver trimestriellement et chaque fois que de besoin, une copie du rapport écrit à la Commission Foncière au niveau national;
6. Mettre en place les stratégies relatives à la politique de l'habitat au niveau de la Ville de Kigali ;
7. Accomplir toute autre tâche confiée à la commission par le Ministre ayant les terres dans ses attributions, ou toute autre personne qu'il pourrait déléguer.

CHAPITRE IV: DE LA COMMISSION FONCIERE AU NIVEAU DU DISTRICT

Section Première: De la Commission Foncière

Article 18 :

La Commission Foncière au niveau du District a la compétence dans le ressort de ce District. Elle est composée des cinq (5) membres suivants conformément à l'article 2 du présent Arrêté et dont les responsabilités incluent la gestion et l'utilisation des terres:

1. Deux (2) représentants de l'administration du District;
2. Deux (2) représentants des associations des agriculteurs et éleveurs;
3. Un représentant de la Fédération Rwandaise du Secteur Privé;

Le Chef du Bureau Foncier est le secrétaire de la commission à ce niveau, mais il n'a pas le droit de voter.

Article 19 :

La Commission Foncière au niveau du District a notamment les responsabilités suivantes:

1. faire le suivi de l'inventaire des terres en déshérence et celles sur lesquelles personne n'exerce des droits fonciers exclusifs;
2. transmettre à la Commission Foncière au niveau national le rapport sur les terres non-louées ou non mises en valeur afin que l'Etat puisse les réquisitionner ou les distribuer aux personnes qui pourraient les rentabiliser;
3. participer à l'élaboration et à l'exécution du plan particulier;
4. assurer le suivi du remembrement des terres en vue de les rentabiliser;
5. approuver le programme de partage des propriétés foncières;

6. conseiller le Ministre ayant les terres dans ses attributions au sujet de la désaffectation des terres appartenant au domaine foncier des Districts ou aux endroits qui seront considérées comme des villes du domaine public au domaine privé de l'Etat;
7. approuver ou désapprouver l'expropriation pour des raisons d'intérêt général;
8. assurer le suivi de l'enregistrement et la cession des terres;
9. assurer le suivi de la préparation et de l'exécution de la politique de l'habitat;
10. *Vérifier que les propriétés foncières privées et sous location dans le District sont bien entretenues et rentabilisées;*
11. assurer le suivi du respect du contrat de location dans le domaine foncier;
12. assurer le suivi technique du fonctionnement du bureau foncier;
13. approuver le plan d'action annuel du bureau foncier;
14. assurer le suivi de la gestion foncière au niveau du District;
15. accomplir toute autre tâche confiée par les autorités hiérarchiques en matière de gestion foncière.

Article 20 :

Dans l'exercice de ses fonctions, la commission foncière au niveau du District s'inspirera des rapports transmis par les comités fonciers au niveau du secteur, prévus dans l'article 21 du présent Arrêté.

Section 2: Des Comités fonciers

Article 21 :

Il est établi des comités fonciers au niveau des Secteurs et des Cellules pour faciliter les Commissions Foncières au niveau du District à accomplir leur mission. Ils sont composés de cinq (5) personnes intègres ayant une expérience en développement.

Elles sont nommées par le Conseil du District pour le niveau du Secteur et par le Conseil du Secteur pour le niveau de la Cellule.

Les membres des comités fonciers doivent avoir terminé au moins leurs études secondaires, et deux d'entre eux au moins doivent être de sexe féminin. Ils élisent parmi eux un président et un vice-président.

Article 22 :

A chaque niveau, les réunions des comités fonciers sont convoquées et dirigées par le Président. S'il est absent ou empêché, la réunion est convoquée et dirigée par le Vice-Président à chaque niveau. L'invitation à une réunion doit parvenir aux membres du comité au moins sept (7) jours avant sa tenue. Toutefois, en cas de session extraordinaire, ce délai n'est pas respecté. L'invitation doit indiquer les points inscrits à l'ordre du jour.

Article 23 :

Le Conseil du District prévoit une allocation pour les membres des comités fonciers au niveau du secteur et de la cellule en fonction des revenus du District.

Article 24 :

L'employé chargé de la gestion foncière au niveau du secteur est aussi le secrétaire du comité foncier à ce niveau.

Article 25 :

Concernant la gestion et l'utilisation des terres, les membres du Comité Foncier au niveau du Secteur sont notamment chargés de:

1. assurer le suivi et évaluer la mise en oeuvre du programme de lutte contre l'érosion;
2. suivre de près le processus d'enregistrement foncier;
3. faire le rapport de l'exécution du programme relatif à l'utilisation et à la gestion foncières au niveau du secteur et le soumettre à la commission foncière au niveau du district;
4. assurer le suivi de la campagne de sensibilisation de la population sur l'enregistrement foncier;
5. conseiller les autorités du secteur sur l'utilisation et la gestion des terres;

6. diffuser les informations sur les lois et règlements relatifs à l'utilisation et la gestion des terres, et assurer le suivi de leur exécution;
7. sensibiliser la population pour payer les frais de location et impôts fonciers;
8. contrôler et conseiller la population sur les activités relatives aux constructions résidentielles;
9. assurer le suivi de l'exécution de la politique de l'habitat regroupé;
10. assurer l'inspection des constructions dans le Secteur;
11. collaborer avec les comités de protection de l'environnement pour assurer l'inspection de l'exploitation des marais et des zones réservées;
12. jouer un rôle dans le bornage foncier avec l'assistance des Comités Fonciers au niveau des Cellules;

Article 26 :

Au niveau du Secteur, le Comité se réunit une fois par mois en réunion ordinaire en présence d'au moins 2/3 des membres.

Il peut se réunir en session extraordinaire en cas d'urgence ou à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres du comité. Dans ce cas, la réunion ne porte que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Au niveau du secteur, les réunions du comité sont convoquées et dirigées par son Président. En cas d'absence ou d'empêchement, elles sont convoquées et dirigées par le Vice-Président.

Lorsque le Président et le Vice-président sont absents ou empêchés, la réunion est reportée. Toutefois, en cas d'urgence et à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres, le Président de la Commission au niveau du District délègue un membre de la Commission au niveau du District pour présider la réunion du comité au niveau du secteur.

L'invitation à la réunion doit parvenir aux membres du comité au moins sept (7) jours avant sa tenue. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une réunion extraordinaire, ce délai ne sera pas respecté. Les points inscrits à l'ordre du jour doivent figurer dans la lettre d'invitation.

Si l'un des membres du comité s'absente trois fois consécutives sans motif légitime, il est remplacé.

Article 27 :

Le Président du Comité Foncier du Secteur transmet un rapport d'activités trimestriel au Conseil du Secteur et réserve une copie au Président de la Commission Foncière au niveau du District.

Article 28 :

Concernant la gestion et l'utilisation des terres, les membres du Comité Foncier au niveau de la Cellule sont notamment chargés de:

1. assurer le suivi et évaluer la mise en oeuvre du programme de lutte contre l'érosion;
2. donner des informations nécessaires relatives aux ayants droit pendant le processus d'enregistrement foncier;
3. sensibiliser la population à l'enregistrement de leur terre et à habiter dans les agglomérations;
4. exécuter le programme de partage des terres;
5. participer dans la prise de décision pour identifier les sites d'habitat en agglomérations ainsi que l'utilisation et la gestion des terres;
6. identifier et dresser une liste des terres en déshérence;
7. servir de témoins dans les contrats de location de propriétés foncières entre particuliers, et assurer le suivi de leur mise en application ;
8. collaborer avec les comités chargés de la protection de l'environnement dans le suivi de l'utilisation des marais et des zones réservées.

Article 29 :

Le Secrétaire Exécutif au niveau de la Cellule est le secrétaire du Comité Foncier à ce niveau.

Article 30 :

Au niveau de la Cellule, le Comité se réunit une fois les deux semaines en réunion ordinaire en présence d'au moins 2/3 des membres.

Il peut se réunir en session extraordinaire en cas d'urgence ou à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres du comité. Dans ce cas, la réunion ne porte que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Au niveau de la Cellule, les réunions du comité sont convoquées et dirigées par son Président. En cas d'absence ou d'empêchement, elles sont convoquées et dirigées par le Vice-Président.

Lorsque le Président et le Vice-président sont absents ou empêchés, la réunion est reportée. Toutefois, en cas d'urgence et à la demande d'au moins un tiers (1/3) des membres, le Président du Comité foncier au niveau du Secteur délègue un membre du Comité foncier à ce niveau pour présider la réunion du comité foncier au niveau de la Cellule.

Si l'un des membres du comité s'absente trois fois consécutives sans motif légitime, il est remplacé.

Article 31 :

Le Président du Comité Foncier au niveau de la Cellule soumet au Conseil de la Cellule un rapport d'activités trimestriel en réservant une copie au Président du Comité Foncier au niveau du Secteur.

CHAPITRE V: DES DISPOSITIONS FINALES

Article 32 :

Toutes les dispositions réglementaires antérieures contraires au présent Arrêté sont abrogées.

Article 33 :

Le présent Arrêté entre en vigueur le jour de sa publication dans le Journal Officiel de la République du Rwanda.

Kigali, le 12/10/2006

Le Président de la République

KAGAME Paul

(sé)

Le Premier Ministre

MAKUZA Bernard

(sé)

Le Ministre des Terres, de l'Environnement, des Forêts, de l'Eau et des Mines

BAZIVAMO Christophe

(sé)

Le Ministre de l'Administration Locale, de la Bonne Gouvernance,
du Développement Communautaire et des Affaires Sociales

MUSONI Protais

(sé)

Le Ministre des Infrastructures

KAMANZI Stanislas

(sé)

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

MUREKEZI Anastase

(sé)

Le Secrétaire d'Etat en charge des Terres et de l'Environnement au Ministère
des Terres, de l'Environnement, des Forêts, de l'Eau et des Mines

HAJABAKIGA Patricia

(sé)

Vu et scellé du Sceau de la République:

Le Ministre de la Justice

KARUGARAMA Tharcisse

(sé)